

**COMMUNE DE CHILLY-
MAZARIN****AUTORISATION DE TRAVAUX
DELIVREE PAR LA MAIRE AU NOM DE L'ETAT
Au titre de l'Accessibilité et de la Sécurité
des Etablissements Recevant du Public**

Demande déposée le 31/07/2023		N° AT0911612310010
Par :	RABONI IDF SAS	
Demeurant à :	69-71 Boulevard de la République 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	
Représenté par :		
Pour :		
Sur un terrain sis à :	8 Rue Ampère - 91380 CHILLY- MAZARIN	

La Maire,

VU la demande d'autorisation de travaux susvisée,
VU la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
VU le Code de l'urbanisme,
VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L111-8, R 111-19-9 et R 123-23,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2131-1 et L.2131-2,
VU le décret n° 2014-1264 du 23 octobre 2014 modifié relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »,
VU l'arrêté n°147-20 du 4 juin 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eddy POLICE, Conseiller Municipal délégué à l'urbanisme réglementaire,
VU l'avis en date du 21/08/2023 du Service Départemental d'Incendie et de Secours - Groupement Prévention au titre de la sécurité assorti de prescriptions et ci-annexé,
VU l'avis favorable en date du 16/08/2023 de la Direction Départementale des Territoires - bureau accessibilité et construction durable au titre de l'accessibilité assorti de prescriptions et ci-annexé,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation de travaux est **ACCORDEE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions énoncées dans les avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours - Groupement Prévention et de la Direction Départementale des Territoires - bureau accessibilité et construction durable seront strictement respectées.

ARTICLE 3 : La présente décision est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Fait à Chilly-Mazarin, le 13/10/2023

Le conseiller municipal délégué à l'urbanisme
réglementaire
Eddy POLICE